

La voix de l'opposition de gauche

Le 20 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai envoyé un courriel avec un texte (8 pages) à une des assemblées générales du sud de la France, un extrait de cette causerie que j'ai fait précéder d'une présentation.

Cette causerie ne tient pas compte de l'actualité d'hier.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

A propos du développement du mouvement du 17 novembre

- Gilets-Jaunes et attentat de Strasbourg par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Extrait. Dans mon article sur les Gilets-Jaunes, du 25 novembre 2018, publié sur mondialisation.ca, je disais précisément ceci : « Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les 'Gilets-jaunes' de 'complicité de terrorisme' et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de 'l'état d'urgence'! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! »

Les « jours qui viennent nous le diront » ! Ces jours-là sont donc venus et ils nous le disent ! Étant donné que le discours de Macron, du lundi 10 décembre, en pleine crise des « Gilets-jaunes », a fait figure de coups d'épée dans l'eau, il devenait donc urgent de faire obstacle à une « cinquième édition » de la colère du peuple, en 'laissant la voie libre' à un nouvel Auguste Vaillant (attentat à la bombe – confectionnée par le laboratoire de la police de la Préfecture de Paris – en 1893, à l'Assemblée) et comme je l'avais supputé, l'expérience démontrait encore une fois, le mardi 11 décembre 2018, qu'un « attentat bienvenu » allait en effet se pointer « comme par hasard », dans le décor d'une France secouée par la colère du peuple, en tout très similaire à celle qui se manifestait à Paris à partir du 18 mars 1871 et réprimée par le feu et le sang le 28 mai 1871 sur l'ordre d'Adolphe Thiers... Les troubles allaient reprendre et se poursuivre sporadiquement plus tard.

Il est intéressant pour la mémoire et la réflexion de chacun de relire cette déclaration de Auguste Vaillant faite aux jurés, juste avant le verdict: « Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (...) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales.»

Le rappel de cette déclaration qui explique les raisons de cet épisode terroriste organisé par la Préfecture de police de Paris (Cf., révélations du commissaire Raynaud : « Souvenirs de police », publié en 1923), et non pas par la volonté du peuple, faut-il le rappeler, nous ramène à l'attentat d'hier comme à un management de la terreur auquel nous sommes désormais accoutumés, depuis au moins les précisions historiques qui ont été données sur les pratiques du GLADIO en Europe, dirigé par l'OTAN et la CIA...

De plus, nous devons préciser et souligner cette autre information qui nous permet de savoir que les véhicules blindés de la gendarmerie, présents dans Paris lors de la dernière manifestation des Gilets-jaunes,

le 8 décembre passé, étaient destinés, en dernier recours, à répandre sur le peuple en colère, une substance incapacitante qui allait paralyser les gens en masse. Selon les sources que nous avons consultées, la pulvérisation de ce liquide incapacitant sur une foule de Gilets-jaunes aurait été capable de « les arrêter net, mettant les gens à terre, même s'ils portaient des masques ». Chaque engin, précise l'information, aurait pu « neutraliser » une surface équivalente à plusieurs terrains de football...

On peut se demander, si le cas s'était présenté, ce que le Pouvoir de la macronie comptait faire ensuite avec ces masses de gens à terre et comment il avait l'intention de gérer cette situation surréaliste?!

Adolphe Thiers faisait tirer sur le peuple pour « mater les émeutiers » et Emmanuel Macron avait l'intention d'asperger le peuple de chimie incapacitante! Les grenades lacrymogènes ont été suffisantes, les tirs de flash-ball également, les grenades assourdissantes et la grenade GLI-F4 aussi, la matraque de même et les canons à eau, efficaces! L'IGPN et l'IGGN notent que la France est la «seule nation d'Europe à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre». Elles constituent «le dernier stade avant les armes à feu.» Ces lignes ont été écrites en 2014, après la mort, à Sivens, de Rémi Fraisse. Ce manifestant avait été tué par une grenade dite à "effet de souffle", la OF-F1, qui depuis a été interdite. Pourtant, la police française continue bien d'utiliser des grenades "à triple effet" qui possèdent en plus des aspects "lacrymogène" et "sonore", un "effet de souffle".

C'est le cas de la GLI-F4. Une grenade, explosive qui avait amputé de la main un manifestant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps, et blessé plusieurs autres personnes. Devant les protestations, le Ministère de l'Intérieur avait annoncé que la GLI-F4 serait remplacée par une munition non-explosive. Mais en attendant, les GLI-F4 qui sont en stock continuent d'être utilisées pour disperser les manifestations. La police utilise bien actuellement des grenades explosives contre sa propre population. (Cf., Désintox, une production ARTE / Libération / 2P2L)

Les pauvres, les modestes, les travailleurs et même la classe moyenne, les professions libérales incluses, tous abusés (80% de la nation) par des régimes politiques au service des cartels de la mafia bancaire et de l'idéologie fasciste ultra libérale, n'ont pas le droit de protester : ils sont tenus de se laisser faire. Aucune colère n'est tolérée : c'est ainsi que Macron a commencé son discours aux Français! Si les Français manifestaient encore, comme ils se sont contentés de le faire durant des décennies depuis 1976, le résultat serait le même que celui qui s'est confirmé depuis 1976 : un entêtement du Pouvoir à poursuivre la route erronée de l'ultra libéralisme et une accumulation des conséquences de cette pratique idéologique imposée par la haute finance ou capitalisme sauvage...

Le niveau d'oppression est devenu tellement élevé, qu'il était désormais impossible pour les Français de supporter plus longtemps la cause de cette situation désastreuse et les annonces de montée brutale des taxes! Trop c'est trop. (...)

Aujourd'hui, le « hasard » fait qu'un acte terroriste tombe soudain comme un cheveu sur la soupe, attirant toutes les attentions et, par la même occasion, rappelant aux citoyens mécontents que l'État est là pour les protéger, veiller sur eux, sur leur sécurité et qu'il est donc très prudent de « rester à la maison », de se « confiner chez soi » et de « ne pas sortir dans la rue », car la menace terroriste rôde dans le pays et menace de faire un massacre sur tous les imprudents ou récalcitrants portant gilet jaune!

Juste avant cet épisode inopiné à Strasbourg, Bruxelles disait son inquiétude grandissante ; Washington disait sa crainte de voir une contagion se propager aux États-Unis même ; Londres découvrait que les Anglais souhaitaient engager la même protestation dans tout le pays et sympathisaient avec le peuple Français en colère! (...)

Tant que l'oligarchie en place n'aura pas accepté l'abandon de l'idéologie ultra libérale en laissant le peuple organiser la subversion du capitalisme, c'est-à-dire son retour dans le cadre rigoureux et les règles d'un contrôle permanent de l'État au service des intérêts communs et non plus livré à la main « invisible du marché », la révolte se poursuivra ; car nous avons tous compris que dans un tel système, seuls les profiteurs d'en haut vivaient dans l'indécence d'une richesse délirante pendant que la majorité s'épuisait à enrichir ces 20% de privilégiés! Le peuple avait déjà dit pacifiquement le 29 mai 2005, qu'il ne voulait pas de cette Europe ultra libérale dans laquelle était organisés le pillage des nations, les injustices sociales, le déséquilibre fiscal...

Les « élites » n'ont pas voulu l'entendre quand il fallait l'entendre ; alors pourquoi s'étonnent-elles aujourd'hui de découvrir sa colère profonde?

Ce n'est pas un attentat qui va provoquer la peur des Français et les pousser à « rester à la maison », c'est-à-dire au final à la fermer. Bien au contraire : le peuple sait que la politique des « élites » au pouvoir, depuis au moins 1976 (date repère), est la responsable des violences sociales et de cette pratique du management de la terreur pour le dressage du peuple à son « amour de la soumission », ainsi que le prétexte aux mesures liberticides en cascades comme à la militarisation forcée de l'Europe! Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Les « Gilets jaunes » et le néolibéralisme mondialisant par Samir Saul et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

« Gilets jaunes », voici un soulèvement populaire authentique, contrairement au « révolutions de couleur » dans les pays de l'Est qui sont fomentées de l'extérieur, principalement de Washington et de ses alliés...

Les germes de ce soulèvement ont été plantés au début des années 1980 après la période des « trente glorieuses ». « Tous les partis », de droite à gauche, présentent les mêmes programmes politiques qui appauvrissent la majorité de la population tandis qu'une élite déconnectée s'enrichit constamment. (Je ne suis pas d'accord, les "germes de ce soulèvement ont été plantés" bien avant 1980, puisque les partis qu'on caractérisait de gauche était en réalité de droite du fait qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme depuis 1914 ou 1923. On ne peut pas comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver au point où il en est rendu de nos jours en ne remontant pas à l'origine de sa dégénérescence. Et tant qu'on s'y refusera, on ne pourra pas reconstruire le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases ou renouer avec le socialisme et on sera condamné à subir défaite sur défaite sans le moindre espoir de vaincre un jour notre ennemi. La pire des illusions consisterait à croire qu'on pourrait faire l'économie de l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle. Demandez-vous plutôt pourquoi nos dirigeants s'y refusent obstinément. - LVOG)

Cette mondialisation, faite d'identitarisme individuel, de rectitude politique, de moralisme, de « valeurs » d'ordre civilisationnelle, évacue le collectif, le national et le politique. Mais aussi, elle entraîne une politique étrangère conservatrice. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

<https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-les-gilets-jaunes-et-le-neoliberalisme-mondialisant-entrevue-samir-saul>

Je n'ai pas écouté cette bande sonore, j'ignore si elle est intéressante ou non.

Les Gilets Jaunes et la question des extrêmes-droites en France par Aregue Reihanian-Hadany (investigation.net) - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Extrait. Le mouvement est né du sentiment ancré, depuis longtemps et chez de nombreux citoyens, d'être sacrifié par un gouvernement aveugle aux dégâts causés par sa politique de libéralisation et de cadeaux fiscaux, censée être l'unique remède aux crises.

Il s'est avéré important de chercher les tendances politiques qui pouvaient ressortir des différentes discussions entre gilets jaunes. Or si l'approche géographique montre des tendances électorales différentes selon les régions où sont actifs les gilets jaunes, la taxe sur les carburants dont est parti le mouvement touche des types de population présents partout en France : les habitants en périphérie des villes (suite aux politiques de métropolisation des centres urbains) et les habitants des zones rurales. Ainsi malgré des différences marquantes de tendances politiques en France, un même groupe social s'est reconnu comme tel car touché par cette taxe, dépassant ainsi les étiquettes politiques qui pouvaient jusque-là catégoriser politiquement les GJ.

Le premier jour d'action des Gilets jaunes a permis à beaucoup de penser que les images parleraient ainsi mieux que l'étude des populations se revendiquant GJ. Rapidement les premières images marquantes de la première journée de mobilisation, plutôt bon enfant, se firent le reflet des débats ayant eu lieu entre gilets jaunes : des débats d'idées teintés de camaraderie. De nombreuses vidéos dépeignant des personnes

souriantes et joviales défilant pacifiquement sans désir de débordement furent relayées sur les réseaux sociaux. Près de 2000 postes de ralliement furent répertoriés en France lors de la première mobilisation.

Les actes racistes et xénophobes que retinrent les médias, ne représentant qu'une infime partie des GJ, suffirent aux yeux de beaucoup à qualifier de mouvement d'extrême-droite. Ces mêmes images choquèrent beaucoup de GJ qui ne s'y reconnurent pas, ni eux, ni la nature même de leur mouvement.

En parallèle à cela, la classe politique dans sa grande majorité condamnait déjà le mouvement. Les rares personnalités politiques qui apportèrent un soutien (avec beaucoup de retenue) au mouvement furent les courants politiques d'extrême droite déçus par les précédentes élections.

Le mouvement fut ainsi très tôt qualifié même par les médias de gauche de mouvement à tendance d'extrême droite.

Si la qualification « d'extrême droite » a pu être facile à donner aux débuts de la mobilisation, la confrontation de cette idée avec les faits avérés fut plus difficile à tenir.

En effet si plusieurs personnalités de droite ont voulu timidement s'immiscer dans les débats sur les chaînes publiques, peu osaient apporter publiquement un soutien qui leur serait rapidement reproché et qu'il faudrait défendre. Cela impliquait de s'aligner sur les revendications des GJ qui tardaient à arriver, alors que leur contenu n'était pas forcément du goût des partisans des idées de droite. Dès le début, la droite se trouvait en situation délicate : il lui fallait soutenir les GJ pour s'opposer à Macron et se montrer du côté du peuple, tout en découvrant leurs revendications allant à l'encontre des intérêts des personnalités politiques de droite.

Marine Le Pen, qui a très tôt manifesté son soutien à ce mouvement, a néanmoins, face aux demandes d'augmentation du SMIC (et salaires), de la restauration de l'ISF (de plus en plus demandé par les GJ) et l'introduction du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), dû annoncer plusieurs fois qu'elle était opposée à toute réforme en vue d'augmenter les salaires et le SMIC.

Depuis les combats de rue de ces dernières semaines, les arrestations massives de jeunes lycéens et de GJ, la position du RN (ancien FN) que l'on pensait favorable au mouvement devint très difficile à tenir : il s'agissait alors de soutenir les gilets jaunes alors que ces derniers étaient opposés à la police, soutenue par la majorité de l'électorat de droite.

En règle générale, à chaque affaire de « bavure » policière, le RN (ancien FN) a toujours affirmé son soutien aux agents de police mis en cause, allant jusqu'à défendre les agents de police ayant violé le jeune Théo au moyen d'une matraque. Or aujourd'hui, la féroce répression qui s'est abattue sur les GJ dès le 1^{er} décembre 2018 a montré une image des plus inédites aux yeux de GJ même. Difficile dès lors pour les GJ de soutenir un parti et un courant de pensée, qui en vient à les qualifier non pas de victimes de la police mais d'agresseurs et de casseurs.

Ainsi l'Extrême droite institutionnalisée n'a pas réussi malgré ses débuts prometteurs à tenir sa position favorable dans l'opinion publique face à l'évolution des situations rencontrées par le mouvement des GJ. Si sa place dans les médias n'est pas perdue aux yeux de tous, son impact sur le mouvement s'est réduit à l'impuissance.

La question de la police, le syndicat Alliance et les autres

La violence avec laquelle le mouvement fut réprimé choqua de nombreux GJ qui virent dans l'utilisation de moyens disproportionnés face à eux un inquiétant virage tyrannique du gouvernement. L'utilisation des réseaux sociaux pour les partager à tous permit d'en montrer les images et de dissiper les espoirs d'un ralliement des forces de police.

La question de la police se joue en partie dans les divisions syndicales (Alliance, CGT, FO) autant que dans les cas individuels de refus d'intervenir.

Le syndicat Alliance (principal syndicat de police et proche du RN) appelle à accorder des moyens supplémentaires aux forces de police, et souhaite qu'au travers d'une restauration de l'Etat d'Urgence (dont

les conditions de travail pour les effectifs sur le terrain sont souvent dénoncés anonymement) le gouvernement fasse usage de forces militaires contre les manifestations de GJ .(2)

Malgré les apparences et les déclarations de Christophe Castaner, qui dit reconnaître les revendications notamment en termes de modernisation d'équipement (3) (sachant que la demande n'est pas nouvelle) (4), ce dernier se tient loin des appels alarmants des autres syndicats de police. Leurs mises en garde ? Le possible ralliement aux GJ de certains CRS, sur des questions de conditions de travail, de moral et surtout à cause de la fatigue. En effet de nombreux CRS devant être mobilisé lors des différents « actes », n'ayant pas le droit de refuser d'intervenir, ont trouvé comme solution de se mettre en arrêt maladie.

Le manque de matériel, le sentiment d'abandon sur le terrain, la durée des interventions, l'indignation face à des ordres souvent vagues et incitant aux débordements, sont autant de facteurs à prendre en compte. Ces mêmes facteurs peuvent progressivement mener à la défection d'une partie des forces de police. Ce scénario fantaisiste n'est toutefois pas un simple épouvantail. Dès le 5 décembre, le syndicat Vigi (de police) a appelé ses membres à faire grèves et à rejoindre les GJ (5). Si cela s'étend à suffisamment de membres de la police ou qu'ils soient en arrêts maladie, leur position face aux mobilisations peut entraîner des vagues d'instabilité dont le président et par extension le système qu'il représente, pourraient avoir les plus grandes difficultés à se remettre. Les témoignages de la police, souvent anonymes, ont inondé les réseaux sous forme de mini-interviews, dans lesquelles ils parlent face cachée de leur quotidien mais également de leurs observations sur le terrain des différents groupes auxquels ils ont fait face : des groupuscules identitaires les affrontant très tôt le matin, puis au cours de la journée les GJ et les groupuscules d'extrême-gauche.

L'Extrême Droite identitaire, un regain d'intérêt qui s'essouffle rapidement

Si ces dernières années ont pu voir les groupuscules identitaires et xénophobes s'implanter dans les métropoles et les grandes villes, ils ont été au cœur de nombreux débats. La restructuration du GUD qui devint le Bastion Social, fondé en juin 2017, a permis à cette droite identitaire d'avoir des bases solides à partir desquelles lancer des campagnes de propagande basées sur une aide apportée aux démunis « nationaux », par opposition à l'accueil d'étrangers.

Le soutien politique que ces groupes ont eu jusqu'à présent (Jean-Luc Marx, préfet de Strasbourg, Gérard Collomb, maire de Lyon jusqu'en 2017, pour ne citer qu'eux) leur ont permis de conserver leurs locaux et ce contre l'avis des habitants des quartiers concernés, à Strasbourg celui de la mairie ou encore contre la demande du député Thierry Michels (LREM) proposant la dissolution du Bastion Social.

Le Bastion Social, pour ne citer que lui, a très tôt (le 7 novembre) rejoint les premières contestations face à l'annonce de la taxe sur les carburants (6). Ainsi leur rapprochement avec le mouvement des gilets jaunes se fit dès les débuts (mi-novembre). Il est à noter que lors des mobilisations à Paris, des agents de police ont témoigné de leur présence surtout le matin très tôt (chose confirmée par le Bastion Social lors de publications de photographies), mais que la majorité de ces groupuscules laissaient place aux GJ arrivés plus tardivement.

Cet élan de communication et de soutien au « peuple » fait néanmoins écho à l'annonce de la fermeture de leur local strasbourgeois pour non-renouvellement du bail. Les tentatives de rapprochement ont également changé avec l'évolution même du mouvement des GJ.

Il est apparu au fil des nombreuses discussions sur les groupes Facebook de GJ que certaines réclamations revenaient souvent : démission de Macron, annulation de la taxe, augmentation du smic, RIC, changement politique, changement économique, des orientations politiques plus tournées vers le social... Ainsi des images listant certaines de ces revendications purent être facilement échangées entre les GJ.

La tentative de récupération fut menée par des membres ou sympathisants du Bastion Social qui avancèrent des listes contenant jusqu'à 20 points plus ou moins précis de revendications qui selon eux émanent des GJ. Plusieurs points revenaient effectivement, mais étaient désormais entrecoupés de propositions nationalistes à des degrés variables, ajoutées par le BS. Cette tentative d'influencer les revendications des GJ se solda par un échec supplémentaire car les nombreuses attaques de la part des classes politiques et médiatiques poussèrent le mouvement à s'unir et à appeler de manière très ouverte, tout citoyen, sans distinction d'origine, religion ou de statut social à rejoindre le mouvement. Cette position ferme fut maintenue

malgré l'attentat de Strasbourg, ce qui n'aida pas les mouvances d'extrême droite à pouvoir utiliser la peur des attentats comme cheval de Troie pour promouvoir leurs idées.

Ainsi les tentatives de divisions menées à l'encontre des GJ et contre lesquelles ils durent résister, ne permirent pas à l'extrême droite identitaire d'intégrer leurs revendications clivantes à celles des GJ. Ces groupuscules d'extrême-droite sont ainsi devenus marginaux au mouvement, sans pour autant cesser leur politique de soutien au GJ et leurs actions matinales.

Le conspirationnisme, tentative de détourner les GJ de leurs objectifs politico-économique (...) Le sujet (Pacte des migrations de l'ONU - LVOG) étant clivant et paraissant lointain et obscur aux GJ n'a pas trouvé suffisamment d'écho auprès des GJ pour se fondre dans leurs revendications. Ces derniers demeurant toujours aussi ouverts et donc particulièrement hostiles à tout ce qui devrait faire apparaître un sujet de polémique dans leurs rangs, ils ne soutinrent pas les propositions d'intégration de la lutte contre ce traité, dans leur revendications.

Les revendications du mouvement des gilets jaunes « en marche » vers la gauche (...)

Si le mouvement des GJ n'est pas tombé depuis la mi-novembre) c'est que la nature même de leurs demandes a évolué. Si au départ les revendications s'entendaient autour de la question des taxes, très rapidement le mouvement s'est avancé vers des positions plus revendicatrices en matière de politique social et d'une nouvelle république.

Le refus catégorique de se trouver des représentants dépeint leur ressentiment face aux classes politiques dans leur ensemble. Ce refus entraîne malgré lui le fait que des positions officielles des GJ n'ont pas encore vu le jour. Les partis politiques et particulièrement d'extrême droite durent se montrer discrets sur la portée de leur soutien aux GJ dans le meilleur des cas. La désillusion des promesses politiques, couplée aux peurs de division du mouvement, prémunirent les GJ des positions et stratégies de l'extrême droite pour les influencer.

Les tendances politiques de gauche fortement présentes dans les débats des GJ sur les réseaux sociaux ne se manifestèrent pas aux travers d'organisations politiques ou syndicales mais dans les revendications individuelles, reflet des désirs de changements politiques, sociaux et économiques dont aspire aujourd'hui le mouvement des GJ dans son ensemble. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Cet article de Tayeb El Mestari a été publié initialement par Le Grand Soir, puis par Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

Extrait. L'âge capitaliste des trente glorieuses a vécu et le nouveau capitalisme, encore instable et dépouillé peu à peu de son caractère socialement protecteur, a fait voler en éclats le consensus de classes et le consentement des classes dominées. Les prolétaires coalisés exigent la démission de Macron parce qu'ils pensent que le parlement est le lieu du « bla-bla », sans pouvoir réel et que la présidence concentre le peu de pouvoir que l'Union européenne ne lui pas encore confisqué. La démission du président signifie la mise à mort de la politique économique patiemment mise en œuvre par Macron et ses prédécesseurs. En dernière instance et à travers leur revendication, les gilets jaunes se situent dans la tradition révolutionnaire ouvrière de 1848 et 1871. La question économique est une question politique, renverser l'ordre politique c'est renverser l'ordre économique. Depuis le 17 novembre, l'évolution des événements indique que l'intelligence révolutionnaire du mouvement populaire consiste à demander une amélioration économique de leurs conditions et à remettre en question de manière totale et radicale le pouvoir politique. Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

LVOG - Non, "*renverser l'ordre politique*" ce n'est pas forcément "*renverser l'ordre économique*". Parfois on croit avoir "*renversé l'ordre politique*" et en réalité on n'a rien renversé du tout, du coup "*renverser l'ordre économique*" attendra indéfiniment. D'où je tiens cela, mais des expériences révolutionnaires de 1848 et 1871.

D'où la nécessité de détruire l'appareil d'Etat, d'abolir la Constitution et de déclarer illégitime et illégale l'ensemble des institutions issues de l'ancien régime, une fois que cet objectif est réalisé, là et pas avant vous pouvez déclarer que vous avez "*renversé l'ordre politique*" qui était en place avant la révolution

politique. Ensuite, et ensuite seulement vous pouvez continuer la révolution politique par une révolution sociale ou socialiste et vous attaquer aux fondements du capitalisme, "*renverser l'ordre économique*".

A nos dirigeants qui se prennent pour des dieux réincarnés ou dont la modestie transpire de toutes leurs pores, imités par un grand nombre de militants à l'esprit borné.

Dans son introduction à l'ouvrage de Marx *Les luttes de classes en France (1848-1850)* Engels précisa que "*l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors...*"

Bref, ces penseurs géniaux, des nuls qui s'illusionnaient ! Plus loin.

- "*Il est bien évident que cette négligence inévitable des modifications simultanées de la situation économique, c'est-à-dire de la base même de tous les événements à examiner, ne peut être qu'une source d'erreurs. Mais toutes les conditions d'un exposé d'ensemble de l'histoire qui se fait sous nos yeux renferment inévitablement des sources d'erreurs; or, cela ne détourne personne d'écrire l'histoire du présent.*"

Lorsque Marx entreprit ce travail, cette source d'erreurs était encore beaucoup plus inévitable. Suivre pendant l'époque révolutionnaire de 1848-1849 les fluctuations économiques qui se produisaient au même moment, ou même en conserver une vue d'ensemble, était chose purement impossible."

Et Marx ne la ferma pas, il osa même continuer de réfléchir et de formuler des analyses, quelle horreur ! Non, quelle audace, ce qui fait également le plus défaut à nos dirigeants. Il n'y a que les personnes ordinaires ou celles qui se sont élevées à un niveau nettement supérieur à la médiocrité dans laquelle baigne la multitude des bien-pensants qui peuvent faire preuve d'une telle modestie.

Alors imaginez un siècle et demi plus tard un simple militant au fin fond de son village en Inde ouvrir sa grande gueule pour critiquer l'orientation droitière du mouvement ouvrier et de son avant-garde, je n'ai même pas le temps de la fermer que la plupart des militants m'ont déjà cloué au pilori, vivant car en plus d'être injustes ils sont cruels sans en avoir réellement conscience ! Entre nous, j'en tire satisfaction ou cela me fait marrer parce que cela confirme mes analyses. Aussi, nous n'en tiendrons pas compte.

Je ne voudrais pas dire une bêtise, j'aggraverais encore mon cas déjà désespéré, j'avais indiqué dans des causeries que j'étais parvenu à la conclusion suivante, à savoir que contrairement à la lutte de classe du passé, compte tenu des transformations qu'avaient connu les différentes classes, dont notamment l'amélioration importante des conditions d'existence de la majorité des travailleurs, que le soulèvement des masses exploitées ne pourrait plus partir de revendications sociales ou que tout du moins elles devraient être nécessairement relayées ou accompagnées de revendications politiques qui devraient prendre immédiatement le relais sous peine de voir leur soulèvement endigué ou défait. C'est ce qu'on est en train d'observer en France.

Dans la causerie précédente j'ai abordé peut-être un peu trop rapidement la question du RIC, ce qui a pu passer pour du mépris, alors que ce n'était pas mon intention. Dans celle-ci j'en montre encore les faiblesses tout en mentionnant ses avantages sur lesquels il faut s'appuyer. Je n'ai pas le temps de faire davantage, chacun doit le comprendre. J'essaie d'aller à l'essentiel, cela présente des avantages et des inconvénients, j'en ai conscience, mais je n'ai pas le choix.

Au point où en est rendu l'état d'esprit des masses, qui évidemment n'est pas uniforme, il faut ancrer dans leurs cerveaux la nécessité de renverser le régime pour accéder à la démocratie, qu'il faut en passer par une révolution, qu'il n'existe pas, qu'il n'a jamais existé dans le passé nulle part ailleurs dans le monde une autre voie pour changer de régime ou s'emparer du pouvoir politique. Par conséquent, les "concertations" avec les représentants du régime ou le RIC ou je ne sais quoi encore ne sont que des instruments de la contre-révolution pour les endormir, les tromper pour qu'elles abandonnent leur combat politique.

Le RIC, c'est l'abdication de la souveraineté du peuple dans la mesure où il s'inscrirait dans le cadre du régime en place et il dépendrait de la bonne volonté de ses représentants d'appliquer ou non les mesures qui seraient adoptées lors d'un référendum.

Les masses doivent s'organiser localement et nationalement en intégrant les partis et les syndicats (simple militants, sections syndicales, unions locales ou instances départementales, etc.) qui partagent cet objectif politique, sur le plan syndical cela prendrait la forme du combat intransigeant classe contre classe, le rejet du dialogue social, et aurait pour contenu le combat jusqu'à l'émancipation du capital qui pourrait être tourné contre l'Etat, ce qui permettrait d'unir dans un même combat travailleurs des secteurs privé et public. Il faudrait leur proposer différentes formes d'organisations si elles n'en créaient pas elles-mêmes, de manière à associer des travailleurs de toute condition, y compris des membres des classes moyennes, et faire en sorte que des liens solides s'établissent entre le prolétariat rural et urbain, que le plus grand nombre puissent être associés à cet embryon d'organisme politique indépendant et révolutionnaire, sans sectarisme ou dogmatisme, démocratiquement.

Ces assemblées générales ou populaires devraient être appelées à soutenir tous les travailleurs en lutte dans les entreprises ou dans les différentes administrations en adoptant leurs revendications, adopter un appel en guise de soutien et leur porter en délégation, et ensuite les appeler à participer à leur assemblée populaire. Ces assemblées générales ou populaires recenseraient toutes les revendications sociales et politiques émises par ceux qui y participeraient. Elles seraient mises en discussion et en délibération. Le compte rendu de ses réunions serait distribué à la population.

Afin que les assemblées générales ou populaires de tout le pays puissent partager leurs expériences et coordonner leurs actions, elles éliraient leurs délégués lors de chaque réunion nationale, ce qui signifie que chaque assemblée générale devrait procéder à l'élection de nouveaux délégués avant la tenue de la prochaine réunion nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas de délégués inamovibles ou permanents. Certains pourraient être réélus et d'autres non, ce qui permettrait d'éviter que des délégués confondent le mandat qui leur aurait été confié avec l'exercice d'un pouvoir individuel qui pourrait dériver sur des abus de pouvoir, et en même temps ces délégués élus présenteraient l'avantage énorme d'incarner l'évolution de la situation, du rapport entre les classes, du processus révolutionnaire tel qu'il se serait développé les jours ou semaines précédentes, afin de se fixer des tâches et des objectifs qui reflèteraient la réalité et qui soient réalisables.

Au-delà, on peut imaginer que les délégués réunis en assemblée générale ou populaire nationale pourrait adopter les statuts d'une assemblée constituante souveraine qui élirait en son sein son propre gouvernement, de telle sorte que s'établirait une situation de double pouvoir posant directement la question de l'Etat, question qui ne pourrait être résolue que par un soulèvement général des masses exploitées de tout le pays accompagné d'une grève générale insurrectionnelle.

Il ne s'agit que d'un scénario fournissant une orientation générale du mouvement des masses destiné à les doter d'une base théorique pour avancer sur la voie d'un processus révolutionnaire conscient, à partir des premiers éléments apparus depuis le 17 novembre 2018, sans qu'on puisse prédire à l'avance son déroulement ni même comment elles pourraient parvenir à s'en saisir. Y aura-t-il un parti qui se chargera de leur transmettre cette stratégie de lutte pour la prise du pouvoir, j'en doute à l'heure actuelle, et je n'ai même pas le pouvoir de leur soumettre pour qu'ils l'examinent sérieusement... A suivre.

Les derniers développements.

Ils sont faibles, divisés, aux abois, sachons en profiter pour les harceler. Soutien inconditionnel à tous les travailleurs en lutte, encourageons-les à passer à l'offensive sur tous les plans.

- "Gilets jaunes": Matignon renonce à des mesures ... avant de les maintenir - AFP 19.12

- Mesures annulées puis rétablies : le gros couac du gouvernement - LeParisien.fr 19 décembre 2018

« Après discussion avec les parlementaires de la majorité, le gouvernement maintient l'ensemble des mesures annoncées par le Premier ministre en novembre », annonce le plus sérieusement du monde un proche d'Édouard Philippe.

Dit autrement, l'annulation est annulée. Ubuesque !

Mais pour maintenir ces mesures, il faut donc les rétablir en urgence – sans doute « dans la nuit » – alors que le Budget 2019 est actuellement en cours de vote à l'Assemblée. Lors du passage du texte au Sénat ces derniers jours, elles avaient en effet été discrètement supprimées. LeParisien.fr 19 décembre 2018

Tout ce qui affaiblit l'armée est bon à prendre.

- Des chefs militaires menacés de sanctions disciplinaires pour avoir accusé Macron de "trahison" - Le HuffPost 18.12

Cavaignac enrage !

- "Ca suffit!": Castaner appelle à lever les blocages des "gilets jaunes" - AFP 18.12

Les évacuations de ronds-points et d'axes routiers bloqués dans le cadre du mouvement des "gilets jaunes" vont se "poursuivre", a affirmé lundi Christophe Castaner, ajoutant que cette mobilisation devait désormais cesser. AFP 18.12

- "Gilets jaunes" : ceux qui poursuivent le mouvement - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement confirme, lundi 17 décembre, que les tarifs réglementés du gaz n'augmenteront pas d'ici à juin 2019. Néanmoins, sur le terrain, les "gilets jaunes" restent mobilisés en cette cinquième semaine de mobilisation. francetvinfo.fr 17.12

- Hausse de la prime d'activité : qui, quand, comment - Liberation.fr 17 décembre

Macron avait annoncé que «le salaire d'un travailleur au smic augmentera[it] de 100 euros». A l'arrivée, seuls 55 % des smicards vont bien les toucher. Mais 1,2 million de foyers supplémentaires auront un coup de pouce.

Tous les salariés au smic seront-ils concernés par la hausse ?

Non. En refusant de toucher au montant du salaire minimum (1 21 euros net attendus pour janvier après la revalorisation annuelle légale de 1,5 %) pour ne pas pénaliser les employeurs, il était compliqué pour le gouvernement de couvrir «tous les smicards», comme le promettait le candidat Macron. Plus de la moitié des personnes payées au smic (55 % selon les Echos) verront leur salaire net faire un bond en 2019. Pourquoi pas tous ? Parce que le montant d'une prime d'activité dépend non pas de la situation du seul bénéficiaire, mais des revenus (allocations comprises) et de la composition de l'ensemble du foyer. «Cela peut paraître étonnant, mais 1,2 million de salariés autour du smic se trouvent dans les 30 % de foyers français les plus aisés», a justifié Edouard Philippe dans les Echos.

L'exécutif aurait pu choisir un autre vecteur : une baisse des cotisations retraite. Un choix «plus injuste et qui, à ce titre, a déjà été censuré par le Conseil constitutionnel», a précisé le chef du gouvernement. Mardi, devant les députés, le Premier ministre avait pourtant promis de «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation». Ce ne sera pas le cas.

Seuls les salariés au smic seront-ils concernés ?

Non plus. La semaine dernière à l'Assemblée, Edouard Philippe promettait d'«aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui». Sur ce coup-là, ce sera le cas. Le Premier ministre annonce vouloir «élargir le nombre de foyers éligibles» à la prime d'activité. Comment ? Son entourage précise que parallèlement à un article du projet de loi présenté mercredi en Conseil des ministres et qui évoquera sa revalorisation, un décret sera pris d'ici la fin de l'année pour «augmenter le montant de la prime». Ce qui fera entrer des personnes dans son champ, alors que jusqu'à présent un salarié célibataire pouvait l'obtenir s'il gagnait jusqu'à 1,2 smic. Il devrait être possible de l'avoir, demain, jusqu'à 1,5 smic. Résultat, là où, théoriquement, 3,8 millions de foyers sont aujourd'hui éligibles à cette aide (ils étaient 2,66 millions en juin 2018 à l'avoir effectivement touchée), ils seront, selon le gouvernement, 5 millions l'an prochain. Pour ces nouveaux bénéficiaires, le gain sera, selon Matignon, de «40 à 50 euros par mois en moyenne».

Quand ces salariés verront-ils la couleur de cette augmentation ?

Edouard Philippe donne une date précise : «le 5 février». Car si, dans la loi, la date du «1er janvier 2019» a déjà été inscrite au Sénat lors du passage du projet de loi de finances, il y a trois mois de décalage entre la revalorisation et le versement de cette prestation. L'exécutif a donc dû s'assurer auprès de la Cnaf que les virements seraient rapides. Cependant, rappelons qu'une partie de ces «100 euros» a déjà été versée : 20 euros via la suppression de cotisations salariales en octobre et moins de 15 euros pour un célibataire au smic via les revalorisations de la prime d'activité en 2018... Mais les syndicats et une partie de la gauche mettent en garde : «Cette affaire, c'est une escroquerie, estime Fabien Roussel, le nouveau patron du PCF. Le gouvernement dit aux salariés : pour avoir une augmentation, allez récupérer votre argent à la CAF.» Le député du Nord rappelle en outre que les montants de cette prime n'entrent pas dans le calcul des pensions.

Combien cela va-t-il coûter ?

Selon Matignon, 2,5 milliards d'euros. Soit un quart des 10 milliards concédés aux gilets jaunes depuis novembre. Pour financer la simple «accélération» au 1er janvier 2019 des revalorisations exceptionnelles de la prime d'activité prévues en 2020 et 2021, le gouvernement avait déjà fait voter, la semaine dernière, une rallonge de 600 millions d'euros à un budget atteignant déjà 6 milliards d'euros en 2019. Ce dernier devrait finalement être fixé, selon Matignon, «au-dessus de 8 milliards d'euros».

Comment va faire le gouvernement ?

En utilisant les dernières fenêtres de tir parlementaires. La dernière lecture à l'Assemblée du projet de loi finances pour 2019 a débuté lundi en séance plénière et permettra de doper le budget de la prime d'activité. Dans le projet de loi spécial gilets jaunes, qui doit être présenté mercredi en Conseil des ministres, il sera aussi demandé au gouvernement de rendre au Parlement un rapport sur la mesure dans les six mois. Enfin, un décret est attendu pour la fin de l'année. Attention, en la matière : c'est souvent dans ces détails que se logent, comme l'a qualifié dimanche le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, certaines «carabistouilles». Liberation.fr 17 décembre

Un marché de dupes. A bas la collaboration de classes! Rejet de toute "concertation" ! Aucune concession à l'ennemi !

- "Gilets jaunes": Dernière ligne droite avant la "grande concertation" - Reuters 18.12

- Gilets jaunes : un débat national et déjà des doutes - LeParisien.fr 18.12

L'indépendance de la consultation, voulue par l'exécutif, est contestée alors que l'Élysée semble vouloir écarter la CNDP de son organisation.

Un débat pour tenter de sortir de cette crise politique par le haut ? C'est la quadrature du cercle qu'Emmanuel Macron espère bien boucler à l'occasion de la grande consultation nationale, censée recueillir au cours des trois prochains mois les doléances des Français. Encore faut-il savoir sous quelle forme et avec qui !

Ce mardi soir, le chef de l'État a réuni deux heures durant une dizaine de ministres directement concernés par le dossier, en esquissant un début de calendrier plus précis. Mais sans lever le voile, et le flou, qui entoure globalement cette opération qui pourrait virer à la grande usine à gaz.

Le débat se tiendra en deux-temps. D'abord celui des maires qui ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour « faire remonter » le fruit de leurs échanges avec leurs administrés. Notamment grâce aux cahiers de doléances déjà déposés dans certaines mairies.

La seconde phase, celle du débat en tant que tel, se déroulera ensuite jusqu'à fin mars, et autour des quatre axes de discussion déterminés la semaine dernière : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'État, puis la démocratie et la citoyenneté. Mais comment les citoyens seront-ils conviés ? Où les débats se tiendront-ils ? Qui en assurera l'animation ? Mystère.

Reste à savoir aussi, qui sera le maître d'œuvre de cette opération prévue partout en France. Initialement, c'est la Commission nationale du débat public, autorité indépendante présidée par la centriste Chantal Jouanno, ancienne ministre de Sarkozy, qui devait en hériter de l'entière responsabilité. Mardi, les choses étaient moins évidentes du côté de l'Élysée.

« On est preneur de l'expertise de la CNDP pour lancer les débats et les structurer, mais en même temps on pense que c'est important de trouver des formes innovantes pour faire participer un maximum de personnes », nuance-t-on, en reprochant à cet organisme d'avoir organisé par le passé des débats « un peu trop institutionnels ». À l'image de celui organisé sur l'Europe ces dernières semaines, « dont on peut clairement dire que personne n'a entendu parler », reproche un poids lourd de la majorité, proche d'Emmanuel Macron.

Cerise sur le gâteau, Jouanno, qui a pourtant reçu sa lettre de mission signée en fin de semaine dernière par Édouard Philippe, n'était même pas conviée mardi soir à la réunion avec les membres du gouvernement...

Décidément, l'organisation de ce débat censé relancer la machine est déjà, en tout cas à ce stade, plutôt mal embarquée. LeParisien.fr 18.12

Le RIC : La corde tissé par le condamné à mort lui-même !

RIC : Comment en faire un instrument de la fabrication du consentement de l'asservissement des masses par elles-mêmes. Mode d'emploi.

- Comment encadrer le RIC? On a demandé à des experts - huffingtonpost.fr 18.12

huffingtonpost - "C'est un poison pour nos démocraties", dénonce dans Le Figaro Olivier Duhamel qui préside la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). "Les risques sont infinis mais on peut y répondre", assure au HuffPost Marion Paoletti, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Bordeaux et spécialiste de la démocratie participative.

Pour cette experte bordelaise, l'un des risques du référendum est de cliver la société en l'enfermant dans un débat binaire "pour ou contre" une proposition. "Face à ce danger de radicalisation, il faut créer du dialogue", explique-t-elle en prenant l'exemple de l'Oregon, Etat américain très en pointe sur le sujet. "Avant le vote, un panel de citoyens se réunit et produit un avis qui est ensuite adressé aux électeurs pour les éclairer", explique-t-elle, rappelant au passage qu'une campagne référendaire doit s'accompagner d'un maximum de communication. Et de citer celle de 2005 sur la Constitution européenne qui s'était déroulée dans de très bonnes conditions.

LVOG - Les électeurs recevraient avant d'aller voter un document qui les inciterait fortement à voter dans un sens plutôt dans l'autre. Le référendum de 2005 se serait "*déroulé dans de très bonnes conditions*" quand l'ensemble des médias et 92% des députés appelaient à voter en faveur du TCE, encore un exercice de démocratie ! - LVOG)

huffingtonpost - Ce dialogue doit inclure les parlementaires, estime pour sa part Olivier Rouquan. Le politologue qui n'est pas un militant du RIC souhaite qu'une fois le nombre de signatures suffisantes, "députés et sénateurs se saisissent du texte pour le travailler, éventuellement l'amender avant le référendum. Cette boucle peut être très efficace et illustrerait un vrai débat démocratique", précise-t-il.

LVOG - Vous devriez vous prononcer sur une question qui aurait été formulée de telle sorte que quelle que soit l'issue du référendum elle serait favorable aux besoins de l'oligarchie. - LVOG)

huffingtonpost - Ces dernières heures, on a beaucoup entendu la majorité se prononcer contre un référendum pour rétablir la peine de mort. "Pour ne pas attenter aux droits des minorités, il faut vérifier en amont que les questions sont conformes au droit", explique Marion Paoletti. (LVOG - Surtout "*au droit*" de la minorité qui a confisqué tous les pouvoirs, on a compris ! - LVOG) Un avis partagé par Olivier Rouquan. "Dès que la pétition recueille assez de signatures, le conseil constitutionnel doit se saisir et vérifier la conformité du texte au bloc de constitutionnalité, c'est-à-dire aux libertés et aux valeurs fondamentales de la République. Si le texte n'est pas conforme, on ne va pas plus loin", propose-t-il.

LVOG - Le Conseil constitutionnel garant de la Constitution antidémocratique de la Ve République ou l'incarnation juridique de la légitimité du régime capitaliste que rien ni personne ne doit remettre en cause. - LVOG)

huffingtonpost - La plupart des spécialistes sont également très sceptiques sur l'opportunité d'ajouter un volet révocatoire au RIC. Les gilets jaunes et certains partis, comme la France insoumise, veulent permettre aux citoyens de mettre fin au mandat d'un élu. "Si l'on va dans cette logique, on change de type de démocratie, il faut en débattre plus longuement", juge Olivier Rouquan. huffingtonpost.fr 18.12

LVOG - C'est l'aveu que le régime actuel n'est pas démocratique. - LVOG)

Et si c'était une bonne idée s'exclame les représentants de l'oligarchie. Gare à celui qui oublie qu'ils ont de la suite dans les idées !

- Le gouvernement change d'avis sur le référendum d'initiative citoyenne - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement se dit désormais prêt à mieux associer la population à certaines décisions, comme le réclamaient de nombreux "gilets jaunes". Un revirement par rapport à l'été dernier. (Ca pue le corporatisme, le régime de Vichy. - LVOG)

Dans une interview accordée aux Échos, publiée lundi 17 décembre, le Premier ministre, Édouard Philippe, s'est montré ouvert sur la question. "Je ne vois pas comment on peut être contre son principe, a-t-il expliqué. Le référendum peut être un bon instrument dans une démocratie, mais pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions." (A condition d'en faire un instrument antidémocratique, la réaction y est forcément favorable. - LVOG)

En juillet dernier, alors que des députés de l'opposition souhaitaient élargir le champ du référendum, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, refusait catégoriquement.

La France insoumise prépare en ce moment une proposition de loi. "Plus le peuple a la parole, mieux c'est. Le peuple, c'est toujours la bonne solution", soutient Éric Coquerel, député LFI. (Quel populiste pourri, il est capable du meilleur comme du pire entre les mains de charlatans de votre espèce ! - LVOG)

Ségolène Royal, dans les colonnes du Parisien, lundi 17 décembre, se montre favorable à ce type de consultations. "Osons la révolution participative", lance-t-elle. francetvinfo.fr 17.12

RIC : Une belle occasion fournie aux illusionnistes de LFI de s'illustrer.

Si le "référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ce serait une belle victoire", selon Adrien Quatennens - franceinfo 17.12

franceinfo - "Évidemment, si ce référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ça serait une belle victoire, a-t-il expliqué.

LVOG - Pour qui ? Il y croit dur comme fer l'idiot utile du régime !

franceinfo - Les annonces d'Édouard Philippe en ce sens sont un encouragement à poursuivre la mobilisation parce que cela montre qu'à mesure que les semaines passent et que les "gilets jaunes" se mobilisent le gouvernement serait prêt à quelques reculades, donc il faut continuer."

LVOG - Le programme de LFI s'inscrivait dans le cadre de la préservation du régime, ils le disent eux-mêmes, lisez.

franceinfo - Certains "gilets jaunes" proposent qu'un RIC soit engagé sur proposition minimum de 70 000 citoyens. "Cela me paraît peu", dit Adrien Quatennens. La France Insoumise propose "autour de 500 000", mais "on peut imaginer que cela soit plus. On peut l'imaginer. Ce n'est pas une difficulté", a-t-il précisé.

"Nous allons faire une proposition de loi dans ce sens. À chaque fois que c'est l'actualité, nous sortons une proposition de notre programme pour en faire une proposition de loi", a-t-il annoncé.

LVOG -70 000, 500 000, c'est trop peu s'exclame notre charlatan, des millions ce serait mieux, il n'existerait que sur le papier !

Le RIC aurait forcément incité Macron à faire une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, il faut l'entendre pour le croire. Lisez.

franceinfo - Adrien Quatennens est revenu sur le référendum révocatoire, proposition phare du parti de Jean-Luc Mélenchon, qui permet de révoquer à mi-mandat un président de la République ou un élu local : "Si Emmanuel Macron, depuis le début de son quinquennat, savait à mi-mandat qu'il y avait un risque d'être soumis à un référendum révocatoire, peut être qu'il nous aurait épargné beaucoup de ses outrances et arrogances", a-t-il assuré.

LVOG - Si comme l'indiquent des sondages truqués RN remportait les élections européennes de mai 2019, LFI s'en félicite d'avance, non ce n'est pas une blague, lisez.

franceinfo - "Si Emmanuel Macron ne veut pas revenir aux urnes en procédant à la dissolution de l'Assemblée, c'est clair que le rendez-vous de mai 2019 [les "élections européennes"] sera un référendum anti-Macron", a-t-il assuré.

Boycott ! franceinfo 17.12

Avancer le RIC présente des avantages et des inconvénients.

L'unique avantage du RIC, c'est de favoriser la discussion, la réflexion, le mûrissement de la conscience des masses qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme, et qui s'apercevront très vite que le RIC pour peu qu'il ait un contenu radical, conforme à l'exercice de la démocratie ou réellement révolutionnaire demeurera incompatible avec l'existence du régime, et que la seule version qui pourrait être adoptée sous la Ve république servirait uniquement à préserver le pouvoir politique détenu par la classe dominante au détriment des classes dominées.

Le RIC sert de rempart au régime pour se protéger de l'assaut des masses qui posent la question du pouvoir et entendent la résoudre à leur manière en renversant le régime en place, en s'emparant du pouvoir politique. Ce qui évidemment est inconcevable pour les représentants du capitalisme qui se disent disposés à adopter le RIC, sa version édulcorée ou minimaliste qui ne toucherait nullement aux fondements du régime, ou pire fournirait un nouvel instrument à nos ennemis pour mieux nous asservir.

Le RIC présente un avantage indéniable pour nos ennemis : Celui de faire croire qu'un changement de régime pourrait se produire pacifiquement, par la voie des urnes ; les exploiters pourraient renoncer à leur hégémonie de classe sur simple injonction électorale, bref, il suffirait de leur demander poliment de renoncer à leur pouvoir pour qu'ils le cèdent, quelle criminelle et fatale illusion !

Atavisme. L'ex-trotskyte Alexis Corbière serait-il devenu girondin ?

- Alexis Corbière : «L'échange des idées est la base» - Liberation.fr 19 décembre 2018

Libération - Pour le député de La France insoumise, qui a déposé mardi une proposition de loi pour instaurer le RIC, il s'agirait d'un droit «permettant au peuple de retrouver sa souveraineté».

LVOG - Souveraineté qu'il n'a jamais réellement eu. Mais bon, quand on refuse de rompre avec le régime et de l'affronter, il ne reste plus que faire croire que cette souveraineté a existé sous la Ve République ou attribuer au régime des vertus qu'il n'a jamais eu, dont celui d'accorder au peuple laborieux la souveraineté ou la démocratie. C'est une manière comme une autre de légitimer l'ordre établi... et Macron, son représentant. - LVOG)

Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, a déposé avec ses collègues insoumis une proposition de loi visant à instaurer le RIC.

Libération - Etes-vous surpris que le RIC figure parmi les priorités des gilets jaunes ?

Corbière - Ceux qui le sont ne connaissent pas notre histoire. Notre pays en discutait déjà lors de la Révolution, quand Condorcet proposa ce dispositif dans le projet de Constitution girondine.

LVOG - Etrange rappel, en apparence seulement, c'est à croire que pour cautionner sa position et par crainte de s'attirer les foudres des représentants du régime actuel, l'ex-révolutionnaire Corbière prendrait la précaution de rappeler que même des girondins incarnant l'Ancien Régime furent favorables tout du moins en principe à une sorte de "*référendum populaire*". Je n'ai pas eu le temps de chercher quel était le contenu exact du projet de Constitution girondine, mais cela m'étonnerait fort qu'il aurait permis de mettre fin à la monarchie, c'est même impensable. - LVOG)

Corbière - L'idée fut reprise par les Montagnards, qui y voyaient un moyen de s'affranchir du «despotisme représentatif». C'est ainsi que le référendum populaire apparut dans la Constitution de 1793. Mais ce droit disparaîtra dès la Constitution suivante.

LVOG - Corbière falsifie les faits ou il les méconnaît. En réalité, c'est quand les jacobins décidèrent enfin au bout de 3 ans de rompre avec la monarchie et de la renverser en déclarant la Commune révolutionnaire, qu'ils s'affranchirent du «*despotisme représentatif*», ni avant ni autrement. Autrement dit, ni en recourant à "*une révolution citoyenne*" ni à "*une révolution par les urnes*", mais à une révolution tout court pour changer de régime, moyen que monsieur Corbière a abandonné pour s'adonner aux joies du parlementarisme bourgeois. - LVOG)

Corbière - Depuis, aucun gouvernement n'a eu le courage de se soumettre à cette intervention populaire directe. (LVOG - Comme si c'était une question de "*courage*" ou de volonté, c'est tout bonnement et irrémédiablement impossible pour la classe dominante qui détient le pouvoir politique. - LVOG) Pire, avec la Ve République, le président est libre de gouverner contre le peuple dès son élection. Durant cinq ans, il ne doit rendre de compte ni aux citoyens, ni même au Parlement. Son impunité est totale. Et depuis l'élection de Macron, la conviction que ce président n'est au service que d'une poignée d'ultrariches s'est répandue à juste titre. Le peuple en a assez de cette oligarchie où les pouvoirs politiques et financiers sont entre les mains de quelques-uns. Le RIC apparaît comme un droit démocratique permettant au peuple de retrouver sa pleine souveraineté, même entre deux élections.

LVOG - Quand des présidents comme Macron, Hollande, Sarkozy, Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou ou de Gaulle sont élus par "*le peuple*" ou que le peuple travailleur les laisse accéder au pouvoir, c'est qu'il n'est pas prêt pour assumer sa souveraineté, qui ne peut mûrir qu'au cours du développement de la lutte de classe quand la classe unie se rassemble pour affronter son ennemi, et certainement pas dans l'isolement où elle se retrouve atomisée et sans pouvoir.

Quand la souveraineté des masses laborieuses ne s'accompagne pas de la conscience de cette souveraineté, c'est qu'elle n'en est pas digne ou elle est prête à l'abdiquer au profit du premier sauveur suprême venu. Au passage, cela se voit que je suis en train de relire attentivement tous les ouvrages de Marx et Engels sur cette question ! - LVOG)

Libération - Les gilets jaunes fixent un palier de 700 000 signatures numériques...

Corbière - Cela correspond à peu près à notre proposition de 2 % du corps électoral. Mais ce n'est pas à LFI de décider quels seront les outils démocratiques mis à la disposition du peuple, mais au peuple lui-même, notamment lors du débat qui serait ouvert par la convocation d'une Assemblée constituante.

LVOG - Sortie de nulle part. Faudrait-il encore que le prolétariat s'empare de cet objectif, or ce n'est pas du tout le cas. - LVOG)

Libération - LFI prône la possibilité de révoquer les élus par référendum pendant leur mandat. Certains parlent de poujadisme...

Corbière - Sachant leurs élus révocables, les citoyens seraient moins tentés par l'abstention car ils ne pourraient plus être trahis impunément. Ce serait un cercle vertueux sur le plan civique.

LVOG - Ce qui les trahit, c'est avant tout leur niveau de conscience politique proche de zéro. Donc dans ces conditions cela ne changerait absolument rien, à part légitimer le régime et ses représentants par cette mascarade qu'est devenu le suffrage universel. Corbière a rappelé que dans sa circonscription, "*près de 80 % des électeurs inscrits n'ont pas voté*" pour lui, pour autant cela ne l'a pas empêché d'être élu, comme quoi même un régime antidémocratique peut être "*vertueux*", merci pour lui !

Pire, les partisans du RIC font tous référence à la Suisse où cet instrument institutionnel existe.

Or, lors des dernières "*votations*" le 25 novembre 2018, il y a donc à peine un mois, le taux de participation a été de 48%, ce qui lui enlève toute légitimité démocratique, un cinglant camouflet pour les partisans du RIC, monsieur Corbière le sait, mais il n'en dira rien, c'est à cela qu'on reconnaît les manipulateurs. Et qu'on ne nous sorte pas la close plus qu'hypothétique, fantasmagorique, mythomane de la révocabilité des élus qui n'existe pas en Suisse et qui n'existera jamais sous aucun régime soumis au capitalisme.

Les électeurs suisses étaient notamment invités à se prononcer pour ou contre la primauté du droit suisse sur le droit international et son inscription dans la constitution, et ils ont voté majoritairement contre (64%, soit 30,72% des votants, moins les suffrages blancs et nuls, bref, une minorité), ce qui signifie qu'ils ont abdiqué leur souveraineté au profit d'institutions internationales dirigées par l'oligarchie anglo-saxonne. Et qui était à l'origine de ce référendum, devinez, l'extrême droite, l'UDC, le parti de droite classé populiste. (euronews 23.11)

Les Suisses ont également voté le même jour en faveur d'une modification « *de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales* » qui permettra dorénavant à des détectives privés de traquer les fraudeurs à l'assurance sociale, les compagnies d'assurances seront « *autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction* », assurent les partisans du « *non* ». (Causerie du 27 novembre 2018) Vous en redemandez du RIC ? Non, merci ! - LVOG)

Ils osent tout.

Au G7 Macron enfile un "gilet jaune" !

- La lutte contre les inégalités au cœur de la présidence française du G7 - AFP
- Des ONG attaquent l'Etat pour non-assistance à planète en danger - Liberation.fr

Oxfam France, Greenpeace France, Fondation pour la nature et l'homme (FNH) et Notre Affaire à tous.

Leurs bonnes affaires, quoi ! La crème des ONG pourries. Vous aurez remarqué qu'ils attaquaient l'Etat, pas les multinationales... qui les financent aussi, mais ce sont elles les donneurs d'ordres ou leurs parrains.

- Paris : marche pour la journée internationale des migrants - AFP

Journée internationale des migrants: près de 2000 personnes se rassemblent Place de la République à Paris. AFP

Comptage officiel et complaisant, normal, idéologiquement compatible...

- Béchir chez Bachar : «Un criminel de guerre en reçoit un autre» - Liberation.fr
- Au Nicaragua, «Ortega se comporte comme une bête blessée» - Liberation.fr
- Hongrie : la rue ne lâchera pas Orbán - euronews

Une semaine que la fronde contre le gouvernement Orbán secoue la Hongrie et ils étaient encore une centaine à braver le froid mardi soir pour manifester leur mécontentement devant le parlement à Budapest. euronews

Soros ne s'en remet décidément pas d'avoir éjecté de la Hongrie... Chaque fois que les médias-oligarques supportent "la rue", des manifestations ou un mouvement de révolte, c'est pour le moins suspect, plus que douteux connaissant leurs intentions inavouables, c'est qu'il y a forcément quelque chose de pourri derrière, ce sont leurs amis qui tirent les ficelles, l'instrumentalisent ou tentent de le récupérer.

- Tony Blair prépare les dirigeants européens à un autre référendum sur le Brexit - euronews

- Macron: la France engagée au Sahel "jusqu'à la victoire" contre les jihadistes - AFP

Il faut bien satisfaire le complexe militaro-industriel-financier et lui trouver un air de jeu... de massacres et destruction...

- Les marins ukrainiens, des prisonniers de guerre de la Russie ? - euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Belgique

LVOG - Cette fois, pendant combien de temps la Belgique restera sans gouvernement, les paris sont ouverts!

- La question migratoire fait tomber le gouvernement belge - AFP 19 décembre 2018

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par les nationalistes flamands, a eu raison du gouvernement belge: le Premier ministre libéral Charles Michel a jeté l'éponge mardi soir, faisant le constat de l'absence de soutien pour son gouvernement en place depuis 2014.

A cinq mois des législatives prévues pour le 26 mai, la démission présentée mardi soir au roi Philippe ne va pas déboucher forcément sur son départ ni sur des élections anticipées.

L'option "la plus probable", selon une source proche du pouvoir, est que le roi demande au gouvernement démissionnaire d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'échéance électorale.

La Belgique détient un record mondial en matière de crises gouvernementales.

Entre mi-2010 et décembre 2011, le royaume de 11 millions d'habitants avait tenu 541 jours sans gouvernement de plein exercice. Cela n'avait toutefois pas empêché la prise de décisions importantes comme celle de l'intervention militaire en Libye.

La coalition au pouvoir associant depuis octobre 2014 libéraux et démocrates-chrétiens aux nationalistes flamands de la N-VA s'est effondrée sur le dossier de la migration.

L'Alliance néoflamande (Nieuw Vlaamse Alliantie, N-VA) avait retiré son soutien à Charles Michel à la veille de son déplacement pour approuver le pacte de l'ONU au nom de la Belgique, le 10 décembre à Marrakech.

Une attitude dénoncée par le chef du gouvernement comme "une volte-face" de la N-VA, alors qu'un consensus s'était dégagé sur ce texte au cours de l'été.

Malgré son caractère non contraignant, ce texte était refusé par les nationalistes flamands au motif qu'il ouvrirait la voie à des pertes de souveraineté des Etats signataires pour arrêter leur politique migratoire.

Dans le sillage des Etats-Unis et d'Israël notamment, une dizaine de pays européens ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York. AFP 19 décembre 2018

Chine

LVOG - A l'adresse des oligarques et autres capitalistes : Enrichissez-vous sous le contrôle du parti stalinien chinois!

- Xi Jinping réaffirme le cap du «socialisme chinois» - Le Figaro 18.12

Le président chinois a promis de poursuivre les réformes lors de la célébration des 40 ans de l'ouverture économique du pays lancée par Deng Xiaoping en 1978. Mais sous le strict contrôle du Parti communiste.

Le discours qu'a prononcé ce mardi Xi Jinping, à l'occasion du 40e anniversaire des réformes économiques chinoises lancées par Deng Xiaoping, était très attendu. Mais tout en promettant que la Chine allait poursuivre la voie de l'ouverture et des réformes, «l'empereur rouge» n'a annoncé aucune mesure concrète, préférant réaffirmer la suprématie du Parti communiste chinois (PCC), au pouvoir depuis 1949, et la voie d'un «socialisme aux caractéristiques chinoises».

À l'heure où les États-Unis, accusant la Chine de pratiques commerciales déloyales, fustigent notamment le soutien accordé par Pékin au secteur public, Xi Jinping n'a pas donné l'impression de vouloir changer de cap. «Nous devons, sans relâche, renforcer le développement de l'économie étatique, tout en encourageant, soutenant et en guidant le développement de l'économie privée», a-t-il déclaré, dans un discours fleuve de près d'une heure et demie, sous les ors du Palais du peuple, à Pékin.

De manière plus générale, alors que les États-Unis soumettent la Chine à de fortes pressions pour qu'elle réalise des changements «structurels», Xi Jinping a prévenu qu'il n'avait pas de leçon à recevoir de l'étranger et qu'il irait à son propre rythme. «Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire», a martelé le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Tsé-toung. «Nous réformerons avec fermeté ce qui doit et peut être réformé, et nous ne réformerons absolument pas ce qui ne doit ni ne peut l'être», a-t-il ajouté. Washington a lancé une guerre commerciale contre Pékin ces derniers mois, mais les deux pays, qui s'affrontaient à coups de droits de douane, ont signé une fragile trêve le temps de faire avancer les négociations. Les déclarations du numéro un chinois n'ont en tout cas pas rassuré les investisseurs, qui craignent un ralentissement économique au niveau mondial: les Bourses chinoises ont reculé mardi, comme l'ensemble des places asiatiques.

Xi Jinping n'a par ailleurs pas manqué de saluer la spectaculaire transformation de la Chine, devenue en quelques décennies la deuxième puissance mondiale, alors qu'elle était encore en 1978 un pays très pauvre, à l'économie planifiée, où les biens de base étaient rationnés. Les «coupons» pour les céréales, la viande, l'huile ou les vêtements, qui faisaient partie de la vie quotidienne, appartiennent désormais à l'Histoire, s'est-il félicité. «Oncle Xi» a aussi estimé que la réussite économique de la Chine justifiait le choix du «socialisme aux caractéristiques chinoises», sous la direction du Parti communiste. «Se réformer et s'ouvrir n'est pas facile, à n'importe quel stade, nous nous exposerons inévitablement à toutes sortes de risques et de difficultés, et même à des tempêtes inimaginables», a-t-il précisé, tout en assurant que le Parti permettra de surmonter ces défis. (En Inde, on a toujours ces «coupons», les pauvres qui se comptent comme en Chine par centaines de millions y sont féroceement attachés. Le parti qui oserait les supprimer se condamnerait à mort. En Chine, c'est plus radical avec la dictature du parti unique, le problème ne se pose pas. - LVOG)

Le président chinois a également remis des médailles à 110 personnalités, principalement chinoises mais aussi étrangères, pour leur contribution aux réformes des 40 dernières années. Parmi ces «pionniers», figurent plusieurs milliardaires, dont Jack Ma, l'homme le plus riche de Chine et patron du géant du commerce en ligne Alibaba, ou Pony Ma, fondateur du mastodonte de l'Internet Tencent. Un astronaute, des scientifiques ou l'ex-star du basket Yao Ming ont également été honorés.

Sur les 10 étrangers de la liste, on trouve notamment Klaus Schwab, fondateur du forum économique de Davos, grand rendez-vous annuel du capitalisme libéral. Le Figaro 18.12

Et Klaus Schwab de proclamer : Vive Mao, vive le communisme à la sauce chinoise !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- En Allemagne, le salaire minimum n'a pas fait baisser le nombre de «mini-jobs» - Libération 18 décembre 2018

Selon des données datant de mars 2018, ces emplois précaires, qui n'offrent aucune protection sociale pour le salarié, sont aussi nombreux qu'avant la mise en place du salaire minimum en 2015.

La face cachée de l'insolent taux de chômage allemand (5%), la voici : la persistance des emplois précaires n'offrant aucune protection sociale pour le salarié. En mars 2018, il y avait 7,6 millions de «mini-jobs» – ces emplois à temps partiel précaires plafonnés à 450 euros, sans cotisations sociales ni retraites – en Allemagne, soit autant qu'avant l'introduction du salaire minimum, en 2015, qui était censée limiter leur nombre. C'est ce qui ressort d'une réponse du gouvernement à une question écrite d'une députée verte, rapportée par le Rheinische Post.

En outre le nombre de «mini-jobs» cumulés à une activité principale a augmenté. On en comptait 2,5 millions fin 2014, on en compte 2,8 millions aujourd'hui. Parmi ces salariés «cumulards», une majorité d'hommes (1,5 million). Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'écrasante majorité des «mini-jobbers», les gens pour qui cette activité constitue la seule source de revenus, ce sont des femmes. Sur 4,8 millions d'Allemands dans ce cas, on trouve 3 millions de femmes. Pour ces dernières, le passage à la retraite risque d'être particulièrement violent.

Le salaire minimum augmente bientôt en Allemagne ; il devrait atteindre 9,19 euros de l'heure en janvier 2019, et 9,35 en 2020. Cette hausse s'applique naturellement aux mini-jobbers. Sauf que dans le même temps, on réduit leur plafond d'heures travaillées : elles passent d'environ 51 à 49 heures par mois.

Or si les mini-jobs restent plafonnés à 450 euros, «la hausse du salaire minimum va créer une réduction du temps de travail disponible», expliquait à la presse allemande le directeur de Minijob Zentrale, Erik Thomsen. «Ce qui peut avoir deux conséquences. Soit les mini-jobbers font le même travail en moins de temps. Soit les entreprises ont recours à encore plus de mini-jobs.» Libération 18 décembre 2018

ECONOMIE

Ukraine

- Le FMI approuve 3,9 milliards de dollars de crédits à l'Ukraine - Reuters 19 décembre 2018

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord de crédit stand-by à l'Ukraine de 3,9 milliards de dollars, avec une première tranche de 1,4 milliard qui sera débloquée d'ici Noël, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes.

L'assistance financière du FMI était gelée depuis avril 2017 du fait de l'incapacité de Kiev à mettre véritablement en oeuvre les réformes et le combat contre la corruption exigées par les bailleurs de fonds.

La Banque mondiale a parallèlement approuvé une garantie de crédit de 750 millions de dollars. "Les décisions de cette sorte prises par des institutions financières mondiales majeures garantissent la stabilité

de nos progrès et renforcent la résilience de l'Ukraine face à de graves défis internes et externes", s'est félicité le président ukrainien Petro Porochenko dans un communiqué. Reuters 19 décembre 2018

Cambodge

- Ouverture du plus gros barrage hydroélectrique du Cambodge, avec l'aide de Pékin - AFP 17 décembre 2018

Ce barrage de 400 mégawatts, baptisé Lower Sesan 2, doit booster le réseau électrique cambodgien, à partir de cette énergie créée à partir d'un affluent du Mékong, dans la province de Stung Treng, dans le nord-est du pays.

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a inauguré lundi le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit dans ce pays de la région du Mékong, avec le soutien financier de la Chine, malgré l'impact environnemental et le déplacement de milliers de villageois.

"La plupart des gens soutiennent ce projet, mais certains villageois créent des difficultés, y étant poussés par des étrangers", a déclaré celui qui dirige le Cambodge d'une main de fer depuis plus de trente ans, lors de cette inauguration diffusée sur la télévision nationale.

Ce méga projet de près de 700 millions d'euros est le fruit d'une alliance entre la compagnie cambodgienne Royal Group (qui détient 39%), la compagnie publique chinoise Hydrolancang International Energy (51%) et le groupe EVN International, basé au Vietnam (10%).

Au bout de 40 ans d'opération, le barrage appartiendra au Cambodge.

Outre les inquiétudes de l'ONU, l'ONG International Rivers dénonce "un impact écologique catastrophique" sur les stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong. Des milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages, désormais submergés.

Avec plus de 4.800 kilomètres de long, le Mékong abrite la biodiversité aquatique la plus importante du monde après l'Amazone, avec notamment 1.300 espèces de poissons. Et il est vital pour la survie des 60 millions de personnes vivant directement du fleuve en Asie du Sud-Est.

Pourtant, c'est plus au nord que tout se joue: les dirigeants chinois détiennent entre leurs mains l'avenir du fleuve. Pékin a déjà construit six barrages sur le cours supérieur du Mékong et investi dans plus de la moitié des 11 barrages prévus plus au sud, d'après l'ONG de défense de l'environnement International Rivers.

En contrôlant le débit en amont, la Chine possède un énorme moyen de pression. Ainsi en 2016, Pékin a permis au Vietnam d'atténuer les effets d'une grave sécheresse en ouvrant les vannes. (Ah ces ordures de Chinois, "en ouvrant les vannes" ils ont permis "atténuer les effets d'une grave sécheresse" qui aurait pu conduire une partie du peuple vietnamien à la famine ! - LVOG) AFP 17 décembre 2018

Qu'est-ce que l'ONG International Rivers ?

LVOG - Une ONG bien pourrie comme on les aime. Lisez.

(internationalrivers.org) - Board Members (Membre de sa direction)

Olivier Bercault - Consultant, Human Rights Watch

Gary Cook, Vice Chair - Senior Energy Analyst, Greenpeace International

Patrick McCully - Executive Director, Black Rock Solar; former Executive Director, International Rivers

Etc.

LVOG : Les membres de la direction de cette ONG sont tous liés à des ONG pilotées et financées par l'oligarchie anglo-saxonne ou des multinationales. Et pas n'importe lesquels, lisez.

Qu'est-ce Black Rock Solar ?

Une filiale de Black Rock !

Wikipédia - BlackRock est une société multinationale de gestion d'actifs dont le siège est situé à New York. Fondée en 1988, elle est devenue le plus important gestionnaire d'actifs au monde, avec plus de 5 000 milliards d'euros fin 2016.

En 2012, elle a exercé ses droits de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires, dont 3 800 aux États-Unis. L'entreprise est le premier actionnaire d'une société américaine sur cinq.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40 (Atos, BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale, Sanofi, Michelin, Safran, Teleperformance, Total ...).

BlackRock dépense plus d'un million d'euros annuel en lobbying auprès des institutions de l'Union européenne et organise des dizaines de rendez-vous avec les responsables de la Commission. BlackRock entend en particulier influencer sur les questions de taxation et de régulation financière.

Pour la professeure de macroéconomie à l'Université de l'ouest de l'Angleterre (UWE) à Bristol, Daniela Gabor, « la Banque centrale européenne, qui sollicite BlackRock pour auditer les banques, n'a aucun pouvoir sur cette société. L'argument de BlackRock est simple : nous ne faisons pas de leverage, nous n'agissons pas comme les banques donc nous n'avons pas besoin d'être régulés comme une institution systémique. De fait, BlackRock passe sous tous les radars. »

Capitalisation en 2018 : 120 500 000 000 \$

Chiffre d'affaires en 2018 : 19 033 000 000 \$

Résultat net en 2018 : 5 780 000 000 \$ (Wikipédia.org)

Vous aurez compris que l'intérêt que porte cette ONG à l'"*impact écologique catastrophique*" de ce barrage au " *stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong*" ou aux "*milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages*", n'était qu'un minable prétexte pour affaiblir politiquement le Vietnam et la Chine.

Sordide, monstrueux comme procédé, n'est-ce pas, rien ne les arrête, malheur à ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit, ils se feront manipuler, pire, ils manipuleront les autres militants ou travailleurs.